

## Edito | Etats généraux... bien plus que de l'alimentation.

Ce devait être un des grands rendez vous de la semaine et l'un de ceux que la société française guettait du coin de l'oeil, un de ces événements qu'une nouvelle équipe au pouvoir met en scène pour tenir ses promesses de campagne. Il y eût le Grenelle de l'environnement; il y allait avoir les "Etats généraux de l'Alimentation"...Las! Le président Macron n'est pas venu, trop occupé à rassurer nos braves soldats dont le chef avait décidé de claquer la porte, à cause d'économies budgétaires jugées intempestives. Notons que, depuis, la ministre de la Défense a annoncé que des crédits gelés allaient être "dégelés" et que les investissements d'équipements seraient juste "lissés"...Ouf, nous voilà rassurés, quoique convaincus que la communication élyséenne a des progrès à faire.

Donc les Etats généraux de l'alimentation ont bien démarré quand même, avec le premier ministre, homme à tout faire, derrière ce président en majesté et donc pas du tout "normal", au sens hollandien du terme.

Intéressons-nous à ce lancement dont on aimerait croire qu'il va être l'occasion de faire avancer la politique agricole et alimentaire de ce pays. En effet, ce n'est pas parce que le ministre d'Etat Nicolas Hulot donne souvent le LA qu'il faut enfermer ce remue ménage que l'on annonce, dès cet été, dans la case "alimentation". Bien au contraire. Une approche globale s'impose, selon la formule un peu caricaturale mais parlante: "de la fourche à la fourchette".

La France, grand pays agricole et traditionnellement exportateur, perd de plus en plus de marchés et...de paysans. Jérémy Decerle, le président des Jeunes agriculteurs l'a rappelé: " nous avons perdu 30% des agriculteurs ces dernières années; nous devons relever le défi du renouvellement des générations. " Ce constat est à rapprocher de l'évolution de la PAC, la Politique agricole commune, qui ne joue plus le rôle qu'elle jouait; en particulier pour certaines productions exposées à la concurrence au sein même de l'Europe, selon des modèles différents de nombre d'exploitations françaises. Résultat: des coûts de production plus élevés et des revenus en berne, par exemple pour la production laitière et un sempiternel match de fond de cours entre producteurs et grande distribution qui, malgré quelques gestes souvent plus symboliques que réels, n'a pas d'état d'âme face à son impératif premier: le bas prix. Et l'Etat, face à cela, invente des lois au gré des crises et des rendez vous électoraux à venir, des lois d'ailleurs souvent contournées. Que faire alors? Revoir la Loi LME de 2008, dite "de Modernisation" et donner de nouveaux moyens de se défendre aux agriculteurs, en revoyant le droit de la concurrence comme le suggère Christiane Lambert la présidente de la FNSEA? Produire en fonction des demandes des consommateurs et intégrer cette dimension dans la future PAC, selon le souhait du porte parole de la Confédération Paysanne?... La vraie difficulté de ces Etats généraux, le ministre de l'Agriculture l'a souligné, réside dans l'expression de demandes souvent divergentes que quatorze "ateliers" tenteront d'explorer pour dégager, d'ici novembre prochain, une manière de consensus.

L'enjeu est de taille et il est frappant d'observer comme nous le faisons, ici, fréquemment, la montée en puissance d'une véritable prise de conscience. Il ne s'agit pas de vouloir tuer l'existence d'une agriculture productive qui a fait la fortune de notre commerce extérieur; il faut l'amener à progresser, notamment par rapport à l'exigence environnementale et il faut, parallèlement, soutenir et encourager une agriculture de proximité, en phase avec les nouvelles attentes de la société. Ce n'est pas par hasard qu'une agriculture tournée vers les produits de qualité, identifiables, gagne du terrain et que le bio fait son chemin, que les circuits courts aussi rencontrent un succès grandissant. Les marchés de producteurs de pays ici, les nouvelles enseignes coopératives là, l'effort remarqué de certains leaders de la Grande distribution... Une évolution se fait jour et comme le rappelle, cette semaine, dans aqui! Luc Servant, président de la Chambre d'agriculture de Charente-Maritime et de l'Association des Chambres de l'Ouest Atlantique: " le modèle unique pour tous a fait son temps. L'agriculture de demain sera multiple. On peut trouver des modèles régionaux qui marcheront sur un territoire et pas sur d'autres, il faut accepter et développer les spécificités de chacun au niveau local ».

Les organisations professionnelles agricoles ne craignent plus, aujourd'hui, de débattre sans préjugés de la nouvelle donne qui s'annonce, que la situation économique et sociale souvent précaire des agriculteurs rend urgente et que les aspirations des consommateurs ne peuvent qu'encourager. C'est une occasion à saisir pour aller de l'avant et, bien entendu, le nouveau président arrivera ... juste à point pour en dire le plus grand bien.



Joël Aubert

*Crédit Photo :*

*Publié sur [aqui.fr](http://aqui.fr) le 23/07/2017*

*[Url de cet article](#)*